

MAGAZINE HEBDOMADAIRE D'INFORMATION COMMUNISTE



Justice

Pour la Responsabilité et le Développement véritable.

Jeudi 26 Février 2009 - 89^e Année - N° 09 - Martinique : 1,80 € - France : 2,20 € - DOM : 1,90 €

Sarkozy fait un pas



La lutte continue



Historique



Le Carnaval 2009 annulé

Edito

Pour une refondation de la société martiniquaise

Débat

Où en est la puissance économique des Békés ?

Sommaire

Sommaire

- Edito** p. 2/3
- Pour une refondation de la Société
- Luttes Sociales** 4/5
- Chronologie de la grève
- Eco-Social** p. 6/7
- Crise Antillaise : Sarkozy fait un pas
- Politique** p. 8/9
- Les Partis Anticapitalistes Français solidaires des martiniquais
- En France la solidarité s'intensifie
- Economie** p. 9/10
- Profits insolents pour Total en 2008
- Dans le Monde** p. 10/11
- Message de solidarité de l'Organisation Communiste de Grèce (KOE)
- Afrique meurtrie : Élément pour comprendre la situation de la R.D.C.
- Flash-Hebdo
- Politique** p. 12
- Besancenot et le nouveau Parti Anticapitaliste aux côtés des travailleurs

"JUSTICE"

Administration & Rédaction :
Tél. : 05 96 71 86 83
Fax : 05 96 63 13 20
ed.justice@wanadoo.fr
<http://www.journal-justice-martinique.com>



Fondateur : Jules MONNEROT
(8 Mai 1920)

Angle rues A. Alier & E. Zola
Fort-de-France - Tél. : 05 96 71 86 83

Commission Paritaire n° 0111 | 87526
26 Janvier 2006

Directeur de la Publication :
Fernand PAPAYA

Maquette : Guennaël GUIOUBLY

Impression :
Nouvelle Imprimerie Martiniquaise
37, Rue E. Zola - 97200 Fort-de-France
Tél. : 0596 73 14 54

POUR UNE REFONDATION DE LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE SOUS LE SIGNE DE LA RESPONSABILITÉ

La grève générale de février 2009 (même si elle n'est pas terminée au moment où nous écrivons cet article) restera, n'en doutons pas, gravée dans l'histoire de la Martinique, département-colonie d'une extrême complexité, victime d'un long processus de paupérisation dont la prise de conscience a été facilitée par la crise du système capitaliste mondial ainsi que par les manifestations indéniables et brutales de ce qu'il a été convenu d'appeler la "cherté de la vie".

Le peuple martiniquais, guidé par les organisations syndicales ouvrières, s'est révolté contre la vie chère qui frappe sans distinction toutes les classes sociales, mais dont les principales victimes sont ceux connus couramment comme "les petits", c'est-à-dire les ouvriers, les petits agriculteurs, les employés, les marins pêcheurs, les petits fonctionnaires, les artisans, les retraités du privé, les familles nombreuses où souvent le père fait défaut, la masse des chômeurs, sans oublier les SDF et les prostituées.

La grève a paralysé le pays. Malgré les gênes, voire les souffrances qu'elle a générées, elle a été soutenue par le plus grand

nombre, même s'il est indéniable qu'une partie de la population l'a subie ou maudite à cause des dégâts qu'elle n'a pas manqué d'occasionner, au plan économique notamment. Dans l'ensemble, les Martiniquais ont fait preuve de discipline, mais cela ne doit pas faire oublier les actes d'indiscipline enregistrés, notamment devant les stations services, certains propos racistes tenus à l'encontre des Blancs et les abus de quelques petits vendeurs augmentant abusivement leurs prix.

Si Fort-de-France a été le principal lieu de manifestation de la révolte, les autres communes ne sont pas restées passives et silencieuses. Ce qui a peut-être de plus remarquable dans cette grève, c'est qu'elle a libéré la parole martiniquaise : à la Maison des syndicats, dans les rues, à la radio, à la télévision, nos compatriotes ont pu s'exprimer, crier leur colère, livrer leurs analyses des causes du malaise social, formuler leurs propositions d'avenir, chacun parlant librement, en fonction de son ressenti, de ses expériences, de sa connaissance des problèmes à résoudre, de ses préjugés également.



Les Martiniquais crient leur colère face à l'injustice

Le Collectif du 5 février, ainsi que ceux qui sont apparus après le 5 février, ont assumé pleinement leur mission. Mais les responsables politiques n'en ont pas moins joué un rôle décisif en cette circonstance, comme ils se devaient de le faire. Quand la grève sera terminée et la tension retombée, il leur incombera, en concertation avec toutes les organisations politiques et syndicales, toutes les associations représentatives de la population martiniquaise, tous les clubs de réflexion, l'Université, d'ouvrir le plus tôt possible les Etats généraux pour le Développement véritable et la Responsabilité que le Parti Communiste Martiniquais appelle de ses vœux depuis si longtemps et dont l'idée vient d'être soufflée par la droite locale à Nicolas Sarkozy à l'occasion de son discours du 19 février. La question de la responsabilité martiniquaise est capitale. Elle est indissociable de celle l'Autonomie, que le Congrès des élus (Conseil Régional et Conseil Général réunis) a d'ores et déjà choisi de situer dans le cadre de l'article 74 de la Constitution française, sans attendre une quelconque suggestion ou invitation du gouvernement. L'assemblée unique de la Martinique autonome aurait pour objectif primordial de refonder notre société, de jeter les bases d'un développement endogène tenant compte de nos potentialités économiques, de nos ressources humaines, de notre environnement géographique, de la légitime aspiration des Martiniquais à vivre et travailler au pays, de leur soif de justice sociale et de dignité. Sans renoncer à la modernité et à ses indéniables avantages, nous devons apprendre à nous désaliéner : 1) en résistant aux charmes dévastateurs de la société de consommation, source d'individualisme forcené, de gaspillage, d'endettement excessif et cause principale de notre dépendance de l'extérieur ; 2) en nous efforçant de savoir qui nous sommes réelle-



Notre peuple aspire à une Martinique nouvelle

ment, en dépassant les clivages raciaux, en assumant pleinement, sans complexe aucun, notre passé commun, que nous soyons descendants de colons français; d'esclaves africains, de travailleurs libres indiens ou chinois, etc., en prenant conscience que nous constituons tous ensemble une communauté originale ayant les caractéristiques d'une nation. La relation dialectique qui unit la problématique nationale et la problématique sociale en pays colonial est bien connue des marxistes, du PCM en particulier. Une forte conscience nationale est nécessaire au peuple martiniquais pour aller de l'avant : celui qui acquiert une telle conscience ne peut ne pas aimer son pays, se consacrer à son développement économique, social et culturel, à son bien-être. Or, la Martinique est riche en cerveaux, qu'ils habitent ici ou qu'ils vivent dans la diaspora. Or, l'épargne martiniquaise, importante, n'est pas mobilisée au service de l'économie martiniquaise. Pourquoi donc ne pas créer une Banque de Développement, comme le préconise le PCM ? Le micro crédit est une formule efficace, à laquelle ont recours maints pays sous-développés ou en voie de développement : pourquoi ne pas l'instituer au profit de nos agriculteurs, de nos marins pêcheurs, de nos artisans, de tous ceux qui veulent monter leur pro-

pre entreprise ? Le problème si important du foncier, du transport terrestre et maritime, des infrastructures routières et autres, celui du contrôle des prix et des bas salaires au cœur de la grève générale de février, seraient plus faciles à régler s'il y avait une véritable conscience martiniquaise et un pouvoir martiniquais responsable devant le peuple. Pour cela, point n'est besoin de sortir du cadre de la République française. Il faut être réaliste et reconnaître que le système départemental, malgré ses indéniables avancées sociales, nous a donné en héritage une société fragile et malade, à l'économie artificielle et trompeuse, sans base solide, un peuple coupé en deux par l'émigration. L'autonomie nous permettra d'accéder à plus de responsabilité, de reprendre des forces, de panser nos plaies, de commencer à résoudre nos graves et multiples problèmes sociaux par le biais du développement économique. Dans ce contexte nouveau, les syndicats continueront bien évidemment à défendre les intérêts des travailleurs, car la lutte des classes ne disparaîtra pas tant qu'il y aura des classes sociales, mais ils le feront en ayant conscience qu'eux aussi ont un pays à construire.

M. Belrose
Le 23/02/09

Chronologie de la grève générale

LE MOUVEMENT S'ENRACINE - LE CARNAVAL EST ANNULÉ



Des marées humaines portées par la volonté de vaincre

Dimanche 15 février

Maison des syndicats le collectif du 5 février se réunit pour faire le point et préparer la mobilisation du lundi 16 février. Le président du collectif, Michel Monrose, indique qu'un point de presse se tiendra chaque jour. Une délégation du PS, conduite par Christian Paul, est en Martinique pour apporter sa solidarité à la lutte que mène actuellement les Martiniquais. Les responsables du collectif annoncent l'approvisionnement progressif des stations-service et demandent à nos compatriotes de faire preuve de discipline.

Malheureusement, lundi matin de longues queues se faisaient devant les stations non approvisionnées. Ouverture des petites boutiques de proximité ou supérettes entre samedi et dimanche : yo fè zafè yo !

Lundi 16 février

Puissante manifestation à Fort-de-France avec plus de 20.000 personnes, selon les organisateurs. C'est la réponse aux tentatives de casser le mouvement social par ceux qui brandissent la peur, le chaos. Les élus sont présents plus massivement.

Des piquets de grève avaient été dressés au niveau des grandes zones d'activité.

De Guadeloupe, nous parvient la relation des provocations des forces de l'ordre avec l'agression sur un dirigeant du LKP.

Dans la nuit, de graves incidents ont lieu sur un barrage.

Nouvelle tension en préfecture, les re-

présentants des patrons de la grande distribution jouent le pourrissement. Sur la plateau d'A.T.V, leur porte-parole S.Lancry formule une nouvelle proposition, à savoir non pas 100 familles de produits mais 54 familles à raison de 3 références chacune. Les parlementaires expriment leur agacement.

Mardi 17 février

L'annonce de la mort du syndicaliste de la CGTG, Jacques BINO, crée une vive émotion tant en Guadeloupe qu'en Martinique.

Nou pa ka moli, c'est la réponse de la population à l'intransigeance du grand patronat qui a accumulé des superprofits avec l'extension de la surface de leurs enseignes au détriment de l'envi-

ronnement (Genipa par exemple) et qui brandit le chantage à propos des "risques" pour l'emploi. Les parlementaires rencontrent les patrons de la grande distribution pour que l'avenant sur la notion de "familles de produits" soit actée.

C'est chose faite vers 16h pour la reprise des négociations.

Arrivée dans notre pays d'une délégation du PCF, conduite par Pierre Laurent, coordinateur national aux côtés de Marie-Georges Buffet et composée du Sénateur du Rhône, Guy Fischer, et de Jean-Louis Le Moing, chargé de l'outremer au PCF.

Rencontre avec les responsables du PCM, dont le Secrétaire Général Georges ERICHOT, Fernand PAPAYA et Michel BRANCHI, économiste, pour un échange sur le mouvement social.

Le soir grand meeting à la Maison des Syndicats, devant des milliers de personnes, avec la présence de représentants du LKP venus apporter leur solidarité aux Martiniquais.

Pierre Laurent, au nom du PCF, a été chaleureusement ovationné lors de son intervention et a exprimé la solidarité des communistes français.

Mercredi 18 Février

La délégation du PCF est reçue par le Collectif du 5 février à la Maison des syndicats. Elle prendra part à la marche silencieuse à la mémoire du syndicaliste tué en Guadeloupe. Les communistes français échangent avec la population pour mieux apprécier les motivations de



La délégation du PCF de gauche à droite : Guy Fisher, Pierre Laurent et Jean-Louis Le Moing



Le Peuple a exigé l'annulation du Carnaval

la grève générale.

Les négociations se poursuivent en préfecture autour de la question des services, alors qu'au Conseil Général la commission sur les prix des produits de première nécessité continue.

Plusieurs commissions sont constituées pour travailler sur les salaires, les tarifs des banques et assurances, de l'eau, des transports, logement, Edf, les Télécommunications, l'Education.

Jeudi 19 Février

Nouvelle mobilisation pour soutenir le collectif dans les négociations.

En France les parlementaires sont reçus par le Président de la République. A l'issue de la rencontre, Nicolas Sarkozy a annoncé un certain nombre de mesures. A charge pour le Premier Ministre de les formaliser.

Le Collectif du 5 février observe que le Président de la République n'a fait que reprendre les propositions de Jégo, auxquelles il a ajouté la tenue d'états généraux pour discuter, entre autres, d'évolution institutionnelle. Une proposition faite de longue date par le PCM et renouvelée récemment.

Grand meeting de mobilisation en décentralisation à Sainte-Marie pour un échange avec la population du Nord-Atlantique.

La décision du maire de Fort-de-France de maintenir le carnaval suscite beaucoup d'interrogations et d'oppositions. Et des voix se font entendre de toutes parts pour exiger du maire de revenir sur sa décision, d'autant que les annonces d'annulation se succèdent.

Vendredi 20 Février

Finalement, dans la nuit de jeudi à vendredi, de Paris Serge Letchimy fait savoir que le carnaval de Fort-de-France n'aura pas lieu.

Les transporteurs font entendre leur voix, car eux aussi ont des revendications spécifiques mais qui touchent également la question du pouvoir d'achat. Le Collectif du 5 février exprime sa colère, car il constate des entraves de la part des représentants de la grande distribution dans la discussion pour l'application de la baisse des prix..

Des files d'attente toujours aussi impressionnantes au niveau des stations-services à cause de l'indiscipline de beaucoup d'automobilistes attirés par le "syndrome du plein".

Le marché des produits agricoles a la cote auprès des consommateurs.

Des dissensions se font jour au niveau de l'Education avec la FSU qui estime ne pas être entendue.

Au Lamentin "Grand Sanblé" au stade Georges Gratiant avec le concours de "moun la kilti", devant plusieurs centaines de personnes.

Samedi 21 février

Nouvelle séance de négociation sur les salaires, mais sans réelles avancées. Le patronat campe sur ses positions, parle de difficultés des entreprises sans faire de propositions si ce n'est de revenir sur des négociations par branche voire par entreprise. Autant dire des blocages qu'eux-mêmes contribuent à maintenir.

Arrivée à la Martinique d'Olivier Besancenot, du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) en compagnie d'Alex Lollia, de la Centrale des Travailleurs Unifiée (CTU) et membre de Lyannaj Kont Pwofitasyon (LKP).

La municipalité du François organise un rassemblement en soutien aux revendications du Collectif du 5 février et se manifeste une nouvelle preuve de l'adhésion de la population.

En Guadeloupe, journée de deuil. Le peuple est venu très nombreux pour saluer la dépouille de Jacques Bino, exposé à la Mutualité, siège du LKP, à Pointe-à-Pitre. Le corps est ensuite conduit à Petit-Canal pour la veillée mortuaire.

Dimanche 22 février

Une marche silencieuse est organisée pour l'hommage des Martiniquais au syndicaliste tué Jacques Bino.

Le GRS a tenu un meeting au Parc Floral Aimé Césaire avec la participation d'Olivier Besancenot du NPA et d'Alex Lollia du LKP en solidarité avec le peuple martiniquais en lutte.

Réunion du collectif pour préparer la poursuite des négociations.

F. Papaya
le 22/02/2009



Les artisans ont leurs propres revendications

Crise Antillaise : LA PRESSION POPULAIRE OBLIGE SARKOZY À FAIRE UN PAS



Les Martiniquais victimes du système colonial départemental

La pression populaire guadeloupéenne et martiniquaise oblige Sarkozy à reculer : il propose des Etats généraux.

Il a fallu un mois de grève générale en Guadeloupe et 15 jours en Martinique pour que le président de la République française réagisse à la crise sociale qui secoue les sociétés antillaises. Et encore a-t-il fallu la menace d'une entrée dans le mouvement de la Guyane et de la Réunion.

Devant les présidents des collectivités locales et les parlementaires des quatre DOM le jeudi 19 février au palais de l'Élysée, Nicolas Sarkozy a livré sa lecture des événements et proposé des pistes de sortie de la crise.

Il a d'abord donné son analyse du "contexte de la crise" et exposé sa "méthode".

Une crise politique

Rejoignant ce que disent tous les observateurs sérieux de nos pays, Nicolas Sarkozy voit dans cette crise une crise sociale- un crise des structures-, ainsi "qu'une crise identitaire et donc politique". Il note que les économies antillaises "sont restées fortement dépendantes des importations de la métropole", sans en donner les causes. Il invoque, comme pour exonérer l'Etat français de ses responsabilités, "la flambée du prix des matières premières sur le marché mondial" pour expliquer la hausse des prix des produits de première nécessité. Certes oui. Mais qu'a fait son gouvernement pour en atténuer les effets ? Il a laissé faire au nom de la

sacro-sainte "liberté des prix". Il relève aussi que "la concentration de l'activité de l'import/export aux mains de quelques grands groupes n'a fait qu'aggraver les écarts de prix de ces dernières années". Il est vrai que l'inflation, excepté pour l'année 2008 du fait des baisses des prix des carburants et des produits frais en fin d'année, a été supérieure à celle de la France depuis 2004 et même 2002. Il admet que "nos compatriotes d'outremer sont victimes de cette situation qui prend des proportions insupportables". L'évocation de la concentration entre quelques mains de l'import/export est rituelle : déjà Giscard d'Estaing s'était livré en 1974 à quelques philippiques contre les békés et les lobbyis qui contrôlent l'économie des DOM.

Mais toujours scotché aux dogmes libéraux, le président français déclare : "il n'est pas question que l'Etat finance directement des augmentations de salaires dans le privé". Et d'ajouter : "l'Etat est prêt à exonérer de toute cotisation sociale (patronale ou salariale) l'augmentation qu'accorderaient les entreprises des DOM à leurs employés, sous la forme d'une prime, le temps que les effets de la crise se dissipent". Sous forme de prime et non pas d'augmentation des salaires. Il annonce une adaptation de la réglementation du RSA (Revenu de Solidarité Active) outremer pour améliorer le pouvoir d'achat des familles à faible revenu. Il espère ainsi arriver "très près des 200 euros supplémentaires" demandés en Guadeloupe.

Poussé par la révolte populaire, Nicolas

Sarkozy admet enfin qu'il faut réfléchir au fond sur l'avenir des territoires d'outre-mer, et en particulier des DOM. Il reconnaît la nécessité de s'interroger sur le "modèle de société" à souhaiter, "le type de développement économique et social" à promouvoir, "le modèle d'organisation politique" à adopter pour "nos" territoires.

Fin de cycle historique pour les DOM

De manière plus fondamentale, le président de la République française constate : "Je crois que nous sommes arrivés à la fin d'un cycle historique en outre-mer". C'est un aveu qu'il faut mesurer à la mesure de la mobilisation des peuples guadeloupéen et martiniquais de février 2009 et qui donne raison aux communistes martiniquais qui, avec Camille Sylvestre dès 1955, avaient diagnostiqué l'épuisement historique des possibilités du système départemental. Un système néocolonial auquel s'accrochent encore non seulement une partie de la droite mais aussi la gauche socialiste (Victorin Lurel par exemple). Sarkozy revient sur son idée des présidentielles qu'il faut passer à un "modèle de développement économique endogène", idée volée aux communistes qui le préconisent depuis les années 1960. Mais jusqu'ici, il avançait ce concept en maintenant le cadre néocolonial, ce qui est antinomique avec une dynamique de développement réel. Nicolas Sarkozy l'a-t-il compris, car "l'autonomie économique" qu'il préconise pour l'outre-mer peut se décliner comme le paravent d'un largage à l'heure de la crise des finances publiques françaises ?

Là donc s'arrête l'audace du président. Il en revient aux vieilles recettes. Il propose un processus étalé sur trois mois : 1- Réunion interministérielle consacrée à l'outremer dès le lendemain sous la présidence du Premier Ministre François Fillon ;

2- Etats généraux organisés dans chaque collectivité d'outre-mer avec tous les acteurs sociaux, économiques et politiques, dès le calme revenu, qu'il lancera lui-même en Guadeloupe. Il propose cinq sujets de réflexion dont la "gouvernance" (expression de Serge Letchimy), c'est-à-dire "les évolutions institutionnelles".

3- Synthèse des propositions à Paris au mois de mai.

4- Premier conseil interministériel de l'outre-mer sous sa présidence pour arrêter "un vaste plan de modernisation de l'outre-mer et de sa relation avec la métropole".

Comme on le constate, tout commence à Paris et se termine à Paris dans la plus belle tradition néo-coloniale départementale. Cela rappelle les plans Giscard, Dijoud, Pons, de Perreti, Perben, Jospin, Girardin, etc.

Des Etats Généraux

Quant à l'idée des Etats généraux, certains des conseillers de Nicolas Sarkozy doivent peut-être lire **Justice**, car c'est une proposition faite depuis de nombreuses années par le PCM aux forces démocratiques et anticolonialistes martiniquaises et rappelée récemment à notre Rassemblement de la FOL sur la crise.

Pourquoi donc nos présidents ne l'ont-ils pas reprise, encore que le SMDE et l'agenda 21 étaient inspirés par une démarche similaire ?

Mesures à court terme

Par ailleurs, le président français annonce également des mesures à court terme dans trois domaines :

- des améliorations devenues "possibles" de la loi pour le développement de l'outre-mer ou loi Jego verrouillée jusqu'ici ;
- des mesures pour améliorer le pouvoir d'achat et l'emploi ;
- des changements pouvant être apportés à la "gouvernance" de l'outre-mer.

1) S'agissant du projet de loi Jego (LODEOM) contenant des restrictions budgétaires qui avaient provoqué la colère du patronat des DOM, il est proposé diverses mesures complémentaires représentant un supplément de 150 millions d'euros : extension des secteurs prioritaires éligible à la zone franche d'activités et aux exonérations de charges sociales ; taux d'exonération de la taxe professionnelle supérieur à celui qui sera appliqué en France ; extension de l'exonération fiscale à la taxe foncière sur les propriétés non bâties du secteur de l'agriculture ; aménagement de la dégressivité des exonérations de charges sociales pour permettre le recrutement de jeunes diplômés dans les petites entreprises ; introduction d'une aide fiscale à la réhabilitation du logement ; relèvement du plafond de l'assiette éligible pour la défiscalisation du logement social ; allongement de la période d'extinction de la défiscalisation

du secteur intermédiaire.

Mesures pour le pouvoir d'achat et l'emploi

2) Amélioration des conditions de la concurrence :

- avis demandé à l'Autorité de la concurrence sur la question des carburants et les mécanismes d'importation et de distribution des produits de grande consommation ;
- observation des prix d'un chariot-type dans chaque DOM pour comparer les prix des grandes enseignes ;
- incitation de la grande distribution à signer un accord de baisse des prix d'une liste de 100 produits de référence repérables pour être "commercialisés à un prix proche de celui de la métropole".

On notera que Sarkozy n'annonce pas de mesures de contrôle des prix réclamées par l'opinion publique unanime. Il compte sur l'élargissement de la concurrence pour baisser les prix.

3) Meilleure répartition des richesses au sein de l'entreprise

Il s'agit des recettes avancées pour ne pas parler d'augmentation des salaires : contrat d'intéressement, prime de participation dans le plus pur style libéral.

Ont déjà été actées avec Jego les mesures ci-après :

- application anticipée outre-mer du Revenu de solidarité active (RSA) "avant la fin de l'année" : il est promis une augmentation moyenne des ressources de 200 euros par mois pour 110 000 foyers modestes dans les quatre DOM ; versement de la prime de solidarité active de 200 euros dès le mois d'avril à 243 000 bénéficiaires ;
- relèvement du forfait charges de l'allocation logement de 50 euros environ pour 174 000 foyers ;
- revalorisation des aides à la restauration scolaire de 20 % pour réduire les tarifs des cantines supportés par les familles ;
- doublement d'ici trois ans du nombre de jeunes pris en charge par le SMA pour la formation professionnelle ;

4) Maîtrise des prix du carburant

Sarkozy s'engage à tirer les conséquences de la mission d'audit diligentée dans les DOM sur le système de fixation des prix outre-mer. Le président avertit : "le consommateur en outremer subit, comme tout le monde, la hausse du prix des carburants. C'est normal". Il s'engage à faire bénéficier aux consommateurs plus rapidement de la répercussion des baisses du cours mondial du pétrole. Pour lui les consommateurs ultramarins ne demandent rien

d'autre...

5) Développement de la production locale et des conditions d'un développement économique endogène au bénéfice de l'emploi

Pour la première fois depuis De Gaulle, la question du développement de la production est avancée officiellement. Depuis plusieurs années les pouvoirs publics et les instances économiques locales considéraient que les Dom étaient des territoires de services. Les économistes communistes étaient catégorisés comme "ringards" dès lors qu'ils affirmaient que, pour créer l'emploi, il fallait développer la production. Pour cela, il faut accepter une certaine dose de protection et donc refuser le dogme européen de la libre circulation des marchandises, des capitaux et des hommes. Il faut une politique volontariste avec comme instrument une Banque de Développement.

Sarkozy propose deux directions : la recherche d'une plus grande autonomie énergétique en développant les énergies renouvelables et l'effort vers une plus grande autosuffisance alimentaire pour diminuer les importations. Il met sur la table 50 millions d'euros dans le cadre du plan de relance.

Au total, l'effort financier de l'Etat pour les quatre DOM serait de 580 millions d'euros dont 280 millions au titre du RSA.

Autonomie avec chantage financier

Enfin, Nicolas Sarkozy ne se dit pas opposé à examiner la question de l'évolution institutionnelle, même si, rappelle-t-il, ce n'est à ses yeux "la priorité". Il n'a toujours pas admis ou compris le lien entre emploi, développement et responsabilité.

Il évoque la possibilité d'aller vers une plus large autonomie avec l'article 74 de la Constitution, mais reprend le vieux chantage que les compétences dévolues aux autorités locales devront "être financées par des ressources locales". Ainsi il reconnaît l'échec du système actuel, mais refuse d'aider les Dom, ex-sanguines, à changer réellement de modèle de développement, ce qui n'est possible qu'avec l'Autonomie. Chantage colonialiste !

Cette première analyse montre que le mouvement social a fait bouger les lignes mais qu'il en faudra plus pour que les revendications sur le pouvoir d'achat soient réellement satisfaites et arracher de réelles avancées pour une vraie décolonisation.

Michel Branchi

LES PARTIS ANTICAPITALISTES DE FRANCE SOLIDAIRES DES TRAVAILLEURS MARTINIQUEAIS EN LUTTE.

Soutien inconditionnel du PCF au "Collectif du 5 février".

Depuis maintenant plusieurs semaines, les Martiniquais et les Guadeloupéens, toutes catégories sociales confondues, ont engagé une longue et difficile lutte contre la vie chère et la "profitation" et pour l'augmentation substantielle du pouvoir d'achat. Face à ces légitimes revendications, le patronat oppose une farouche résistance, faisant traîner les négociations, misant sur l'exaspération de la population.

Une stratégie de pourrissement de la situation sur laquelle misent les représentants du MEDEF aux Antilles avec le soutien inconditionnel de Laurence Parisot, la présidente du parti du grand patronat français. C'est la preuve que, contrairement à l'idée distillée dans l'esprit des travailleurs pour les endormir par les tenants du libéralisme, la lutte des classes n'est pas morte. Par delà leurs conflits d'intérêts, les capitalistes savent se serrer les coudes pour défendre leurs privilèges.

Certes les travailleurs martiniquais et guadeloupéens doivent d'abord compter sur leurs propres forces. Mais ils ont aussi besoin de la solidarité active des organisations syndicales et des formations politiques anticapitalistes françaises et internationales.

C'est dans cet esprit que le Parti communiste français a décidé d'apporter son soutien aux travailleurs antillais en lutte par l'envoi ici, d'une délégation de haut niveau conduite par Pierre Laurent, coordonnateur national du PCF, accompagné de Guy Fischer, sénateur du Rhône et de Jean-Louis Lemoing, responsable de l'Outremer. Elle a séjourné les 17 et 18 février dans notre île. Mais à la demande de nos camarades guadeloupéens, l'étape de l'île sœur a dû être annulée, à cause des difficultés de circulation.

Accueillie à l'aéroport par Georges Erichot, Emile Capgras et Emmanuel Quiatol, la délégation a tenu d'abord tenu une séance de travail avec les responsables du PCM afin de mieux s'informer sur la réalité de cette crise d'une ampleur sans précédent. Une crise, tout le monde le reconnaît aujourd'hui, même au plus haut niveau de l'Etat, qui trouve d'abord ses origines dans le maintien des structures économiques héritées de l'ère coloniale faisant des "békés" qui représentent moins de 3%

de la population, les propriétaires de plus de la moitié des terres agricoles du pays. Lesquels se sont massivement reconvertis dans le commerce, au point de confisquer à leur seul profit près de 20 % du produit intérieur du pays.

Une situation restée immuable après plus de 60 ans de départementalisation et qui s'est singulièrement compliquée et aggravée avec l'arrivée de capitaux métropolitains attirés par les perspectives de profits immédiats encouragées par les lois de défiscalisation. Et ce sont de nouveaux prédateurs qui ont fait main basse sur de nombreux secteurs de notre économie : BTP, finance et immobilier notamment. D'où ce sentiment partagé par une large majorité des Martiniquais d'être dépossédés de leur patrimoine à cause d'une spéculation foncière et immobilière effrénée et de subir un inexorable génocide par substitution.

Des explications qui ont permis aux camarades français de mesurer la profondeur de ce mouvement qui, il faut bien le reconnaître, est l'expression d'un profond malaise aux multiples ingrédients : Crise identitaire, chômage massif, frustrations de toute sorte, impuissance des élus dépourvus de tout réel pouvoir de décision, prise de conscience de l'impasse dans laquelle la départementalisation a conduit notre pays et par l'absence totale de perspective pour notre jeunesse notamment.

Les responsables du Parti ont attiré leur attention sur la lourde responsabilité de l'Etat dont toutes les politiques ont contribué à maintenir un système départemental aujourd'hui à bout de souffle, à protéger les rentes de situation, à favoriser la consommation de produits importés au détriment d'une économie de production.

Cet échange a aussi permis de leur expliquer longuement le sens et l'ampleur du mouvement conduit ici par le "Collectif du 5 février 2009" qui puise ses racines dans l'exaspération et le mal-être de plus en plus profond du peuple martiniquais. Ce qui explique l'immense écho à travers tout le pays de l'appel lancé par l'Intersyndicale qui s'est transformée en "Collectif du 5 février 2009" et qui se renforce chaque jour. La question de la cherté de la vie s'étant révélée

comme étant le détonateur à l'origine de cette explosion sociale.

Les camarades du PCF ont mis l'accent sur les ravages de la crise capitaliste mondiale et sur les dégâts, en France, de la politique libérale de N. SARKOSY qui, sourd à la détresse des masses laborieuses, refuse toute augmentation réelle du pouvoir d'achat et entend poursuivre sa politique de réformes pour répondre aux exigences du patronat. Ils ont mis l'accent sur les similitudes de la situation en France et sur la crainte par le pouvoir d'une contagion venue des Antilles.

La réflexion a aussi porté sur la gestion de l'après-crise. Car, par delà la satisfaction des revendications matérielles, il s'agira de donner un prolongement politique à ce vaste mouvement populaire pour engager définitivement le peuple martiniquais sur la voie du développement économique véritable et de la responsabilité politique.

Dans la soirée, devant la Maison des Syndicats, c'est sous des applaudissements nourris que Pierre Laurent, le coordinateur national du PCF, devait prendre la parole pour dénoncer la persistance du système colonial aux Antilles, les souffrances imposées ici et en France par la politique antisociale de Sarkozy-Fillon et pour témoigner de la solidarité des Communistes français avec le combat du peuple martiniquais. Le lendemain, la visite devait se prolonger par une séance de travail avec des responsables du "Collectif" pour un échange encore plus approfondi autour des grands thèmes qui font toujours l'objet d'âpres négociations face à un patronat peu enclin à faire des avancées significatives pour sortir de la crise.

Une visite très fructueuse qui a permis aux camarades français de prendre la juste mesure de l'ampleur de la crise que traversent les Antilles, pour une meilleure information du peuple français et disposer des outils pour une solidarité efficace lors des débats futurs sur l'Outremer à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Georges Erichot

EN FRANCE LA SOLIDARITÉ S'INTENSIFIE

Depuis quelques jours nos compatriotes Antillo - Guyanais - Réunionnais vivant en France se mobilisent pour dénoncer la politique du gouvernement et apporter leur solidarité aux peuples Guadeloupéen et Martiniquais en lutte contre la vie chère, pour des salaires décents et pour l'emploi.

La Fédération du 93 du PCF a tenu une conférence vendredi 20 février à Bobigny sur le thème :

***“Debout contre la profitation !
Répondre aux exigences populaires
dans les Dom-Tom”***

Notre camarade Francis Silande, président de l'Association des Amis de Justice, est intervenu au nom du PCM pour présenter la situation à la Martinique et les revendications du peuple Martiniquais.

Samedi 21 février, à l'appel de nombreuses associations, de syndicats et de partis politiques de gauche, un grand rassemblement s'est tenu à Paris, de la Place de la République à la place de la nation, où plus de 15.000 personnes ont exprimé leur colère contre Sarkozy et

son gouvernement responsables de la dégradation du climat social en Guadeloupe et en Martinique

Le Parti Communiste Français a publié une déclaration où il “*dénonce la politique du pire pratiquée par le gouvernement aux Antilles, une politique qui joue la carte du pourrissement et de la divi-*

sion contre celle de l'écoute et de la prise de responsabilité. Une attitude irresponsable qui aura déjà eu comme conséquence dramatique, la mort d'un syndicaliste guadeloupéen, tué par balle, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Elle est en complet décalage avec l'esprit de responsabilité du mouvement populaire et l'exigence d'un nouvel avenir portée par toute la population des Antilles.

Au-delà des premières annonces présentées par le Président de la République, largement insuffisantes, ce qu'il faut mainte-



Nos compatriotes de France soutiennent notre mouvement

nant c'est ouvrir de vraies négociations avec le LKP (Guadeloupe) et le Collectif du 5 février (Martinique), à partir notamment des propositions que ces derniers portent depuis le début du mouvement”.

A Marseille, Nantes, Strasbourg, Lyon, Rennes, Lille, Limoges, Toulouse etc., ils étaient des milliers de nos compatriotes à se sentir solidaires de leurs frères, qui en Guadeloupe et en Martinique exigent respect, dignité et la satisfaction de leur plate-forme revendicative respective.

F. Papaya

ECONOMIE

PROFITS INSOLENTS POUR TOTAL EN 2008



Il faut taxer les superprofits de Total

Le pétrolier Total a dégagé en 2008 le plus gros profit jamais réalisé par un groupe français, à 13,9 milliards d'euros. Soit une hausse de 14 %.

Ce magot résulte des prix historiquement élevés du pétrole brut (97 dollars le baril en moyenne en 2008), et donc d'une ponction opérée sur les ménages français et antillais, qui se trouvent dans une situation de dépendance face au carburant.

Suite à l'annonce de ces résultats, les associations de défense des consommateurs en France ont immédiatement réagi. Ainsi l'UFC-Que Choisir pointe “*une nouvelle fois le grand déséquilibre choquant du secteur pétrolier*”. Avec une année 2008 “*douloureuse pour le pouvoir d'achat de*

nombreux consommateurs” et “*extrêmement profitable pour les pétroliers*”. L'association réclame “*une taxe exceptionnelle*” pour notamment aider “*le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes*” et relancer “*le chèque transport*”. Idée intéressante pas seulement pour la France.

Mais cela n'entre pas dans les projets

de Christophe de Margerie, le PDG de Total, qui a relativisé ces résultats en insistant sur la chute des cours pétroliers au 4ème trimestre de 2008.

Sur l'ensemble de l'exercice 2008, Total va distribuer un dividende de 4,9 milliards d'euros, soit 2,28 euros par action, en hausse de 10 % sur un an, ce qui correspond à un taux de distribution de son bénéfice net de 37 %.

Total devrait financer les baisses de sa filiale antillaise, la Sara, qui soutient que les baisses des prix des carburants qui lui ont été imposées depuis décembre 2008 en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique l'ont placée en situation de perte.

Michel Branchi

Repères sur Total :

- Bénéfices nets : 13,9 milliards d'euros, + 14 %.
- Dividendes : 4,9 milliards d'euros aux actionnaires, + 10 %.
- Investissements : 14 milliards d'euros, 75 % dans ses activités amont (exploration et production).

OÙ EN EST LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE DES BÉKÉS ?



Un "8 à Huit" appartenant au groupe Huyghues-Despointes

La question de la puissance économique béké est dans toutes les conversations depuis le début du mouvement du 5 février. Éléments de réflexion.

Le magazine **Business News** dirigé par Eddy Marajo a présenté en mars 2007 un dossier intitulé : **"Békés. Puissance économique : mythe ou réalité ?"**.

Une évaluation de l'importance des groupes économiques békés a été réalisée à partir de l'emploi et de la valeur ajoutée et de leur contribution au produit intérieur brut. Cette approche est évidemment très partielle, à notre avis, car elle ne rend pas compte des rapports d'influence et en particulier de la

présence croisée du capital béké dans les différents secteurs.

Résultats : les 15 groupes békés représenteraient 14 % du PIB local et 22 % de la valeur ajoutée marchande. Soit une création de richesse de 853 millions d'euros quand même ; 9 % de l'emploi total, soit 11 000 des quelque 125 000 emplois existants en 2005, ce qui est cependant très important. Ces

groupes contrôlent 330 entreprises actives, soit 1 % des entreprises, est-il souligné. Mais le rapport au nombre total d'entreprises n'a pas de sens, vu la poussérisation extrême des quelque 27 000 entreprises martiniquaises, dont une sur deux n'a pas de salarié.

L'étude montre que, sous l'influence d'une série de facteurs, le poids économique des entreprises békés concentré aujourd'hui dans une quinzaine de groupes, s'est considérablement réduit tout au long du 20^{ème} siècle : catastrophe de Saint-Pierre, crise de l'industrie sucrière, pénétration du capital français, européen et international, disparition du Crédit Martiniquais (du fait de leur avidité lors de la défiscalisation),

etc. 17 groupes Békés ont ainsi disparu au cours des trente dernières années.

C'est ainsi que les groupes capitalistes békés ont perdu le contrôle des assurances, de la banque, de la distribution des hydrocarbures, d'une partie de la distribution alimentaire (ils détiendraient tout de même 26,5 % des hypermarchés et 50,7 % des supermarchés), le rhum repris par des multinationales, etc. Ils ne sont pas présents dans le téléphone mobile, la construction, la gestion de l'eau, la production d'énergie, le transport, le meuble, l'électro-ménager, la sécurité, etc.

Cependant Eddy Marajo reconnaît que les békés *"sont directement détenteurs d'un véritable pouvoir économique en gérant la majorité du foncier agricole du pays"* : les grandes exploitations agricoles békés (240 environ) occuperaient 52 % de la surface agricole utilisée.

Les békés dominent dans les secteurs de la production et du commerce de matériaux de construction, dans l'industrie locale et particulièrement l'agro-alimentaire et n'hésitent pas, comme le groupe Bernard Hayot, à investir à l'extérieur de la Martinique (Guadeloupe, Guyane, République dominicaine, Trinidad, Nouvelle-Calédonie, La Réunion, etc).

Michel Branchi

DANS LE MONDE

ORGANISATION COMMUNISTE DE GRÈCE (KOE)

Message de solidarité aux partis et mouvements progressistes et populaires de Guadeloupe et de Martinique

Chers camarades !

Nous apprenons avec enthousiasme les nouvelles de la lutte combative et prolongée de vos peuples contre l'exploitation extrême, contre la pauvreté et la politique d'austérité imposée par le gouvernement colonial français, contre l'effort de la grande bourgeoisie de faire payer sa propre crise aux masses populaires, aux travailleurs et à la jeunesse.

Les médias bourgeois nous disent que ce qui se passe actuellement à Guadeloupe et à Martinique c'est *"l'exploitation de certains problèmes sociaux par de groupes irresponsables de casseurs et émeutiers"*. Mais nous savons très bien qu'il s'agit d'une mobilisation populaire formidable et légitime, parce que chez vous, comme chez nous, ceux *"d'en*

bas" en ont marre de la misère, de l'exploitation, de la répression et des mensonges de ceux *"d'en haut"*.

En Grèce nous avons vécu récemment la révolte extraordinaire de la jeunesse et des travailleurs contre le gouvernement antipopulaire de Karamanlis, après l'assassinat du jeune étudiant Alexis Grigoropoulos par la police le 6 décembre 2008. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté pendant trois semaines dans des dizaines de villes leur rage contre ce système qui assassine le futur de la grande majorité populaire et ne sert qu'une poignée de profiteurs capitalistes.

Ici aussi le gouvernement et les médias bourgeois nous ont accusés de *"casseurs et émeutiers"* et ont appelé *"au rétablissement de l'ordre"* ; des centaines

de manifestants, surtout jeunes, ont été arrêtés et plusieurs dizaines sont toujours en prison. Mais depuis décembre tout a changé en Grèce : maintenant il y a des milliers de nouveaux militants et la bourgeoisie a perdu toute une génération durcie dans la lutte contre la répression et l'exploitation.

Chers camarades !

Votre combat est le nôtre aussi. Nous crions avec vous : Ça suffit avec l'exploitation, avec les prix exorbitants de produits et de services de première nécessité. Nous n'allons pas payer leur crise ! Victoire à la mobilisation populaire !

Athènes, le 18 février 2009
Organisation Communiste
de Grèce (KOE),
Département de Relations
internationales

Afrique meurtrie : ÉLÉMENTS POUR COMPRENDRE LA TRAGIQUE SITUATION DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'Afrique est sans conteste le continent qui a le plus souffert du colonialisme occidental, qui durant quatre siècles l'a vidé de millions de ses enfants emmenés en esclavage aux Amériques, avant de s'acharner davantage encore sur lui au 19ème et au 20ème siècle, le dépeçant, pillant ses richesses naturelles, divisant ses ethnies, le laissant exsangue, en proie à des guerres civiles alimentées par des puissances extérieures.

La République Démocratique du Congo, ex-Zaïre et ex-Congo belge, symbolise cette Afrique meurtrie, victime à la fois de ses propres enfants et de capitalistes étrangers qui manipulent et arment ces derniers pour les pousser au crime. Depuis son accession à l'indépendance, ce pays n'a connu que la violence, soit sous forme de dictature, soit sous forme de guerres civiles. Après le départ du dictateur Mobutu, la RDC a été ravagée de 1998 à 2003 par une guerre qui a causé directement ou indirectement la mort de trois millions de personnes, ce qui est énorme. S'étaient affrontées sur son sol deux coalitions africaines : d'un côté le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, de l'autre l'armée gouvernementale congolaise, le Zimbabwe, la Namibie et le Tchad. La médiation de la "communauté internationale" représentée par l'ONU a permis de mettre en terme au conflit, mais sans que la crise congolaise ne soit réglée.

En 2006 eurent lieu les premières élections démocratiques que le pays eût

connues depuis 40 ans, et Joseph Kabila, présenté comme "l'artisan de la paix" devint président de la République. Mais force est de constater que son élection n'a nullement permis d'instaurer la paix tant attendue. La guerre civile a repris, pour des raisons diverses et complexes, mettant en cause des facteurs nationaux et internationaux. Disons tout d'abord que le sous-sol de



Le Congo, objet de convoitise des capitalistes occidentaux

la RDC est riche en minerais : diamant, or, cuivre, étain, coltan (colombo tantalite), bauxite, fer, manganèse, charbon, pétrole, gaz méthane, schistes bitumeux, cobalt. Avec toutes ses richesses potentielles, comment ce pays dont l'économie est basée essentiellement sur l'agriculture, peut-il laisser indifférents les capitalistes étrangers toujours prêts à fomentier des guerres civiles en attisant la convoitise de chefs de guerre locaux, ou à lancer les uns contre les autres des pays voisins ?

L'actuelle guerre civile touche essen-

tiellement l'Est de la RDC. Parmi les forces rebelles impliquées il y a, dans le Nord-Kivu, celles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) du général congolais Laurent Nkunda. Appartenant à l'ethnie tutsi, Nkunda, avant son arrestation au Rwanda le 22 janvier dernier, prétendait vouloir chasser de la région les extrémistes utus rwandais, mais son ennemi principal était l'armée gouvernementale, car selon lui, le gouvernement discrimine les tutsis. Il y a aussi les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR°), composées d'utus rwandais ayant fui leur pays après avoir massacré les tutsis en 1994, et qui prétendent maintenant le libérer de la domination tutsi. L'armée gouvernementale est épaulée par les miliciens Maï Maï dont on a pu voir à la télévision qu'ils n'hésitent pas parfois à faire feu sur leurs "alliés".

L'arrestation de Nkunda est le résultat d'une intervention armée du Rwanda voisin dans le Nord-Kivu, intervention destinée à éliminer les combattants utus rwandais, et menée avec l'accord -au moins tacite- de Joseph Kabila.

En RDC sont commis quotidiennement les pires crimes : enrôlement forcé d'enfants et d'adolescents ; viols systématiques de femmes de tous âges, avec souvent des tortures atroces ; massacres de civils ; actes de pillage, etc. Personne n'a les mains propres, ni les rebelles ni les soldats gouvernementaux.

Maurice Belrose

FLASH-HEBDO

Dimanche 15 février

EQUATEUR - Le gouvernement équatorien gèle les actifs des sociétés pétrolières Repsol (Espagne) et Perenco (France) qui n'ont pas réglé les centaines de millions de dollars d'arriérés d'impôts dus à l'Equateur.

Lundi 16 février

NEPAL - Ouverture à Butwal du 8e Congrès du Parti communiste népalais - Union marxiste-léniniste.

Mardi 17 février

JAPON - Soichi Nakagawa, ministre

japonais des finances, est contraint de démissionner suite à son comportement (attribué à un abus manifeste d'alcool) lors du récent sommet du G7.

Mercredi 18 février

GRECE - Ouverture à Athènes des travaux du 18e Congrès du Parti communiste de Grèce.

Jeudi 19 février

RUSSIE - Pékin vole au secours de Rosneft et de Transneft (géants pétroliers d'Etat à cours de liquidité) en leur prêtant 25 milliards de dollars en échange d'un approvisionnement de 300 000 barils par jour assuré pendant 20 ans.

Vendredi 20 février

VENEZUELA - Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), la pauvreté au Venezuela est passée de 54 % à 27 % en cinq ans, le chômage a chuté sous la barre des 10 % et le pouvoir d'achat a considérablement augmenté. Dire que certains se demandent encore comment Chavez a pu remporter le référendum...

Samedi 21 février

ETATS-UNIS - La Silver Falls Bank, dans l'Orégon, devient la 14e banque nord-américaine contrainte de fermer depuis le 1er janvier, liquidée par la crise financière.

BESANCENOT ET LE NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE AUX CÔTÉS DES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Le dimanche 22 février, une foule immense s'était rassemblée sous le grand Carbet du Parc Floral à l'occasion du meeting de soutien au "collectif du 5 février" organisé par le GRS.

Parmi elle, beaucoup de militants syndicaux engagés depuis maintenant trois semaines dans la lutte, mais aussi de très nombreux autres Martiniquais venus écouter les deux invités vedettes de la manifestation : Alex Lollia, représentant du LKP et Olivier Besancenot, le leader du Nouveau Parti Anticapitaliste. Autour de la table avaient aussi pris place Michel Monrose, le président du Collectif, Georges Arnaud, la présidente de l'Union des Femmes de la Martinique, Philippe Pierre-Charles, dirigeant du GRS et membre du collectif. Un grand rassemblement populaire animé par Gilbert PAGO qui a d'abord tenu à remercier tous ceux qui avaient contribué à l'organisation de la manifestation (ville de Fort-de-France, employés municipaux en grève et techniciens de Sermac).

Après quoi, le président du Collectif s'adressa à la foule pour expliquer le sens du combat engagé et remercier le NPA de son soutien, "un parti, a-t-il dit dont la création offre aux travailleurs de nouvelles perspectives de lutte". Il rappela aussi les difficultés du combat engagé du fait de "la faiblesse de l'Etat face aux détenteurs des richesses du pays". Constat illustré par l'incapacité d'organiser la moindre réforme foncière au profit des jeunes agriculteurs.

Puis la parole fut donnée à Georges Arnaud qui, dans un vibrant plaidoyer dénonça les discriminations de toute nature dont sont victimes les femmes soumises à des rapports de domination notamment dans leur vie professionnelle (harcèlement sexuel, CDD, temps partiel, horaires imposés et travail le dimanche au détriment de la vie familiale, absence de structures pour accueillir les femmes en détresse). Et de pointer

aussi du doigt le désengagement de l'Etat et des collectivités qui ont fortement réduit leurs subventions allouées à la structure qu'elle dirige.

Puis ce fut autour du militant du LKP Alex Lollia d'expliquer le sens du combat mené en Guadeloupe par son organisation. Un combat syndical mais aussi un combat politique pour l'avènement d'une nouvelle société en Guadeloupe débarrassée de la "profitation" et reposant sur une juste répartition des richesses. Et le responsable du LKP de dénoncer vigoureusement la complicité

départ pour remettre en cause tous les fondements de la société capitaliste. Et de proposer la tenue des "Etats généraux des organisations ouvrières martiniquaises" pour travailler à l'élaboration d'un projet pour le pays.

Mais la plus attendue fut l'intervention d'O. Besancenot qui, vêtu d'un tee-shirt aux couleurs du collectif, se présenta comme un militant engagé dans toutes les formes de lutte contre le colonialisme.

Et le porte-parole du NPA qui rêve d'une "bonne grève générale" de se féliciter de l'écho grandissant, en France, du combat engagé ici, illustré par l'importante manifestation de plusieurs milliers d'originaires, le week end, à Paris et dans plusieurs autres grandes villes. D'où la crainte, par le Gouvernement d'une mobilisation des travailleurs français, à l'image de ceux des Antilles contre les bas salaires.

En grand communicateur, O. Besancenot a beaucoup ironisé sur les diverses interpré-

tations de la crise qualifiée par François Fillon de "phase récessive dans un cycle de croissance molle". Une crise qui dit-il déjuge toutes les analyses des tenants du libéralisme qui avaient décrété la fin de la lutte des classes, l'avènement d'une ère de prospérité sans fin et qui s'en étaient remis à la "sagesse des marchés" pour réguler l'économie. Pour Besancenot, comme pour les Communistes, il n'y a pas d'un côté des bons capitalistes "industriels" et de l'autre de mauvais capitalistes "spéculateurs", car tous n'ont qu'un même objectif, à savoir l'exploitation des travailleurs. Face au capitalisme mondialisé, la lutte des travailleurs doit plus que jamais s'affranchir des frontières et prendre une dimension planétaire.

La manifestation s'est achevée sur l'air de l'Internationale chantée à l'unisson par une foule galvanisée.

Georges Erichot



Les Martiniquais ont bien accueilli Besancenot

des pouvoirs publics avec le patronat et la répression qui commence à s'abattre sur les membres du LKP. Lequel entend répondre par un renforcement de la lutte avec, dit-il, "les revendications comme pivot et le peuple comme levier" pour ouvrir de nouveaux horizons aux peuples martiniquais et guadeloupéen engagés dans un combat commun.

Quant à Ph. Pierre-Charles, il mit l'accent sur la puissance de ce mouvement dans lequel les femmes se sont massivement impliquées et quotidiennement renforcé par l'adhésion de nouvelles associations et de jeunes. Pour le leader du GRS qui s'exprimait en son nom personnel, le "Collectif" "doit passer avec le peuple un contrat de résultat" avec comme corollaire le soutien indéfectible du peuple. Et de lancer un avertissement aux nouveaux "petits profiteurs" du petit commerce qui, à l'occasion de la crise, pratiquent des prix exorbitants. Pour lui, cette lutte n'est qu'un point de